

dut donner une nouvelle analyse de l'économie russe, allant au delà de celle des bolcheviks en 1919-1923. La simple façon mécanique d'opposer les forces socialistes aux forces capitalistes, comme le fait la majorité britannique, omet simplement toute l'évolution de la réalité russe et de la théorie marxiste, tout en donnant pourtant de nombreuses citations. Ces camarades ne semblent pas réaliser ce qui est le problème essentiel : l'existence d'une bureaucratie ni capitaliste ni socialiste, à savoir, selon la résolution du C.C. : « Le système de la société en U.R.S.S. comme régime transitoire entre le capitalisme et le socialisme, et qui, pour cela, comprend des forces capitalistes et socialistes en conflit ». Et dans cette résolution suit alors une énumération mécanique des traits capitalistes et socialistes dans l'économie russe. Nous trouvons également dans l'article du camarade Haston une énumération de « rapports socialistes », puis la déclaration : « Les rapports socialistes sont englobés et remplacés par des rapports d'un autre genre dans le processus de dégénérescence. Nous les appelons rapports capitalistes ». Comme c'est simple ! Mais nous demandons au camarade : Quel est le genre des rapports déterminants en Union Soviétique, c'est-à-dire celui du contrôle absolu de l'économie et de la politique par la bureaucratie, sont-ils des rapports capitalistes ou des rapports socialistes ? La condition spécifique et caractéristique n'est-elle pas donnée par le fait d'une différenciation, d'exploitation et d'oppression du prolétariat sur une base non capitaliste ?

Une théorie erronée se montre telle dans son application pratique. Posons une question très simple aux camarades : Dans quelle direction l'Union Soviétique a-t-elle évolué durant les vingt dernières années, de 1926 à 1946 ? Qu'ils répondent sur la base de leur conception. Dans la direction du socialisme ? Mais ces années ont vu la croissance du bonapartisme, la croissance des inégalités, l'étouffement complet de la démocratie soviétique, précisément cette dégénérescence que les camarades de la majorité appelle « capitaliste ». L'évolution allait-elle donc vers le capitalisme ? C'est vraiment là la seule conclusion qu'on peut tirer de toutes ces déclarations. Mais alors, n'est-il pas absurde d'appeler la collectivisation, l'abolition de la N.E.P., l'industrialisation, l'économie planifiée — tous ces résultats de vingt années d'évolution — des phases d'un processus progressant vers la restauration capitaliste ?

Il est évident que les camarades auront du mal à répondre, même à une question aussi simple. Ces vingt années n'ont vu ni un processus direct vers le socialisme, ni non plus une régression directe vers le capitalisme, ni un simple remplacement des rapports socialistes par des rapports capitalistes, ni d'autre part le remplacement de rapports capitalistes par des rapports socialistes, mais le développement d'un régime bureaucratique avec ses traits inhérents : le contrôle bureaucratique planifié, la propriété nationalisée et une différenciation aiguë.

La majorité du C.C. a commencé par une critique des perspectives à court terme pour la Russie : soit la victoire du capitalisme, soit la révolution à une très proche étape. Mais si cette théorie était juste elle confirmerait précisément

cette perspective. Dans leur analyse, la bureaucratie stalinienne perd tout rôle indépendant propre, aux côtés des forces « capitalistes » et « socialistes », elle disparaît complètement. Cela doit vraiment sembler un miracle qu'elle n'ait pas disparu (en réalité). Et la force économique de l'U.R.S.S. — si expressément soulignée par la majorité britannique — si elle est complètement minée par des tendances capitalistes, n'a-t-elle pas une source mystérieuse ? Pas un mot ne nous explique pourquoi ces tendances n'ont pas vaincu durant la guerre, lorsque l'Union Soviétique était dans une situation très critique.

Combien intenable devient de façon

Capitalisme d'état

Lorsque les camarades parlent de tendances capitalistes, ils ne veulent pas dire les tendances capitalistes primitives de l'agriculture. Le camarade Haston met expressément ce cas de côté. Nous laisserons donc également ce cas de côté dans ce qui suit. L'opinion de la majorité du C.C. équivaut évidemment à l'idée qu'il se produit une transformation graduelle de l'économie soviétique dans son ensemble, en direction du « capitalisme d'Etat », alors que d'autre part les Etats capitalistes hautement développés se dirigent vers « l'étatisation », c'est-à-dire le « capitalisme d'Etat ». En d'autres termes, l'économie soviétique et l'économie du capital financier se rapprochent l'une de l'autre quant à leur structure, tous deux tendant au même but, le « capitalisme d'Etat ». Ainsi, par exemple, le camarade Haston dit dans son article : « Si l'on considère les tendances historiques à l'échelle mondiale vers l'étatisation, et le fait que l'étatisation de la Russie a survécu l'épreuve d'une énorme guerre, il semble théoriquement juste de penser qu'il n'y a aucune raison pour qu'une nouvelle classe capitaliste en Russie ne puisse naître et dominer la vie du pays sans détruire la propriété étatisée en tant que telle. » La résolution parle du « caractère capitaliste » de l'Etat. Ou encore le camarade Haston : « L'Etat a le contrôle du capital, etc... ». Nous répondons aux camarades que ni la Russie ni le capitalisme mondial n'évoluent en direction de leur « capitalisme d'Etat ».

La condition d'une discussion théorique est la compréhension claire des notions fondamentales qui y sont utilisées. C'est précisément ce qui manque ici. Les camarades répètent continuellement « capitalisme d'Etat » et « étatisation » sans essayer d'expliquer ces catégories économiques. Des inexactitudes théoriques et des demi-vérités sont dangereuses. Les camarades ne parlent même pas « d'étatisation du capital, mais répètent à plusieurs reprises « étatisation » pure et simple, sans prendre en considération les rapports de production. Il n'est alors pas étonnant que la direction du développement du capital financier et celle de l'économie soviétique soient identifiées. Peut-être n'était-ce que des formulations mauvaises, mais de telles formulations sont la base d'erreurs éventuelles.

Mais laissons cela de côté ; même si nous parlons expressément « d'étatisation » dans la société capitaliste, il est absolument faux de la caractériser comme étant la tendance dominante, ainsi que le font les camarades.

évidente la position de la majorité britannique lorsqu'elle se hasarde du plan économique au plan politique. Ici, à nouveau, nous devrions trouver un conflit direct entre les forces capitalistes et les forces socialistes. En fait le camarade Haston est conséquent lorsqu'il dit : « Il y a deux forces de classe agissant dans la société russe : les forces socialistes et les forces capitalistes. Ces deux systèmes sociaux se reflètent dans l'Etat comme deux pouvoirs (souligné par moi), chacun luttant pour le pouvoir, chacun essayant de dévorer l'autre ». Cela est vraiment nouveau. Nous n'avons donc pas la dictature totalitaire de Staline, mais, un régime de double pouvoir !

Théoriquement, le point essentiel est que cette « étatisation » ne détruit pas le contrôle privé effectif et n'abolit pas la concurrence, mais au contraire préserve et intensifie l'anarchie de la production et la lutte entre des groupes capitalistes privés. Pour donner un exemple du faux raisonnement de nos camarades, on pourrait considérer, avec autant de justification, la fusion d'Etats nationaux comme la tendance dominante du capitalisme, tandis que le moment vraiment essentiel est l'entrelacement croissant de l'économie mondiale et de la politique mondiale, entraînant une exacerbation simultanée des conflits nationaux et impérialistes. N'est-il pas évident qu'en élaborant leur théorie de « l'étatisation » les camarades ont oublié la dialectique ?

La tendance déterminante dans le capitalisme est la concentration et la centralisation du capital, la monopolisation, un lien toujours plus étroit entre les différents secteurs et les différentes branches du capital tout entier, et en même temps une intensification extrême de la concurrence capitaliste. Cette tendance se manifeste, entre autres, dans la fusion de l'Etat et du capital financier. Ce processus de fusion n'a pourtant pas lieu en général sous la forme du passage à une propriété étatique complète, mais plutôt d'une liaison personnelle, du contrôle étatique sur le capital et du contrôle capitaliste direct des fonctions économiques de l'Etat, de la liaison d'organismes étatiques et des organisations des monopoles, des associations commerciales, du financement par l'Etat d'entreprises privées et du financement d'entreprises étatiques par des entreprises privées, etc., c'est-à-dire sous forme d'une union de l'Etat et des capitalistes privés dans le contrôle industriel, le commerce, le crédit, la réglementation du marché. (J'ai décrit ce processus par ailleurs.) C'est pourquoi « l'étatisation » réelle ne veut en aucun cas dire la propriété étatique des moyens de production — ce que les camarades veulent nous faire comprendre par le terme de « capitalisme d'Etat ». Et ce n'est pas une coïncidence. Le capital financier choisit les formes appropriées à ses besoins.

Evidemment, si l'on ne s'occupe pas du développement réel, mais plutôt de constructions théoriques dans le vide, alors on ne peut nier la possibilité abstraite d'une nationalisation étendue dans le système capitaliste. Mais le fait décisif est que le monopole privé des moyens de production, le contrôle privé du capital resteraient toujours et en